



Agreste

Primaire

Numéro 3 - janvier 2009

*Après son installation en Lorraine,
il se demande ce qu'il était venu y faire*

Souvenirs d'un délocalisé

Pourquoi envoyer à Metz, le dixième des effectifs de la Statistique publique? Quelques jours avant la journée d'action du mardi 13 janvier 2009, le numéro 3 d'Agreste-Primaire se pose la question. Sans trouver la réponse.

Mais pourquoi donc était-il allé à Metz? Il ne s'en souvenait pas bien. Au début, il avait été contre ce projet débarqué de nulle part. Sous la forme d'une simple dépêche AFP du mois de septembre 2008. Sans raison, sans explication. Juste par la volonté du président. Il avait fait grève, comme les autres. Parce que cette manière de procéder le heurtait. Le rapport Cotis-Dupport était sorti, sans convaincre

grand monde. Avec ses 750 postes créés à Metz. Et autant de supprimés dans les établissements de ses collègues. Mais on lui avait répété, que ce rapport était une chance. Que le refuser ouvrirait la voie à bien pire. À un nouveau directeur général, qui cette fois ne prendrait pas de gants. La contestation s'était prolongée. Avec ses perturbations : nouvelles grèves, blocages de publications et ce sentiment que cela n'avait que trop duré. Il s'était lassé.

Une opération en quête de synergie

Lettre de mission du Premier ministre à J.P. Cotis et J.P. Dupont

Le Président de la République a souhaité développer significativement l'implantation des emplois publics dans les régions. Cette politique doit s'appuyer sur plusieurs principes :

apporter de l'activité à des territoires qui en ont besoin ;

réduire le coût de gestion des administrations, en particulier en matière immobilière ;

améliorer le fonctionnement des services publics par des synergies permettant une meilleure efficacité et une meilleure efficience.

Des primes à volonté

Il avait décidé de se laisser tenter. La direction s'était montrée convaincante. Prime de restructuration, de changement de résidence, d'attractivité, accompagnement financier du conjoint. Il y aurait aussi des opportunités de carrière. Les volontaires ne se bousculant pas, on saurait s'en souvenir. Il avait également accepté pour le cadre de vie. Trouver une maison, un jardin, une vie plus calme en province, cela le tentait. La synergie vantée par le rapport l'avait séduit. Un mot attrayant, porteur d'espoir car la synergie messine devait être européenne. L'installation s'était bien passée. Le bâtiment messin de la Statistique publique était flambant neuf. Il le fallait, puisque les >

Source : Rapport au Premier ministre sur la création d'un centre statistique à Metz

Avec le soutien des comités de défense de la Statistique publique et des syndicats nationaux de l'Insee CGT, CFDT, CGT-FO, Sud et UGA-CGC

- > casernes désertées par les militaires n'étaient pas adaptées. Cela n'était guère compatible avec la rationalisation de la gestion immobilière de l'Insee demandée dans la lettre de mission de F. Fillon. Pour la synergie immobilière, on attendrait un peu. Mais la proximité de la gare TGV était un bon choix. Qui mettait Metz à une heure de Paris. Autant dire la porte à côté.

Des équipes renouvelées à 90 %

L'apprentissage de son nouveau travail avait pris du temps. Il s'y attendait. Faire fonctionner une équipe renouvelée à 90 % n'était pas chose facile. 90 %, c'était la proportion du personnel concernée par la délocalisation et qui n'avait pas voulu venir à Metz. Changer de service, il connaissait. Des postes, il en avait déjà fait pas mal dans sa carrière. Chaque nouvel emploi, lui avait demandé une petite année pour se sentir à l'aise. Avec une période de transition, où son prédécesseur l'avait mis au courant. Et c'était bien là toute la difficulté. Les anciens titulaires du poste, ils ne les avaient vus qu'une seule fois. Ils s'étaient invités pour l'inauguration du bâtiment messin. Sans annonce préalable, ni aucune parole pendant le discours du

Des pertes de savoir

« Comme en témoignent les expériences récentes en matière de délocalisation, en France et à l'étranger, environ 10 % seulement des effectifs concernés tendent en moyenne à « suivre le mouvement ».

Il en résulte alors des coûts élevés, qu'il s'agisse des coûts de recrutement et de formation des nouveaux personnels et du coût que représente la perte du savoir-faire des personnels d'origine. »

Source : Rapport au Premier ministre sur la création d'un centre statistique à Metz

directeur général. Pas vraiment agressifs, juste de mauvais goût.

Quatre pôles

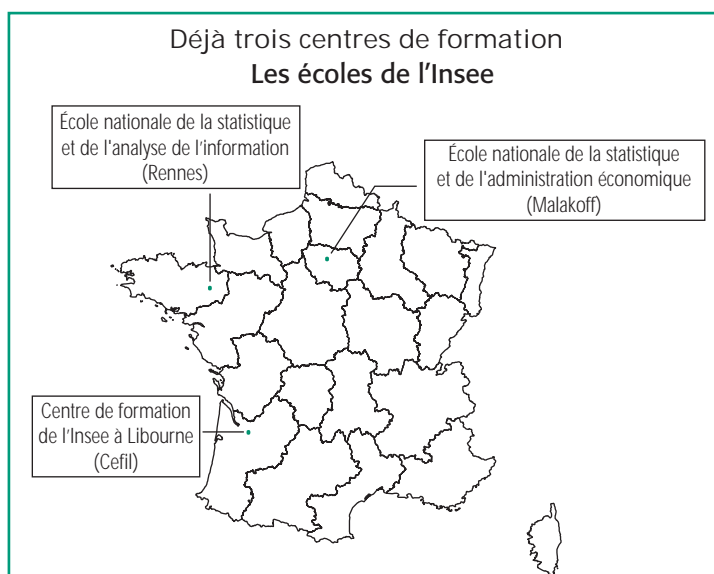
Lui, il appartenait au pôle statistique. Le service qui devait travailler sur les estimations d'emplois à partir des données administratives. Recevoir des fichiers, des Urssaf ou de l'Unedic, les traiter, et alimenter des bases de données. À Metz, Paris ou Nantes, un fichier est un fichier. Qui peut être transmis sans délai par Internet. Cela se tenait. Son pôle messin, s'était enrichi d'emplois issus du service statistique du ministère du Travail. En charge d'enquêtes sur les conditions de travail et les

rémunérations. La synergie de l'emploi prenait forme. La technique statistique, il finit par l'appréhender. À son rythme. Les relations avec les entreprises enquêtées beaucoup moins. En théorie, cela n'était pas le plus compliqué. Ces tâches étaient précédemment accomplies par des personnes peu diplômées. Mais qui avaient de l'ancienneté dans leur fonction. Selon la rumeur messine, elles avaient appris à s'adapter aux incessants changements de la réglementation. Avec le temps. Elles savaient comment les faire passer en douceur auprès des entreprises qu'elles enquêtaient. Lui n'y arrivait pas. Voir ses équipes se faire insulter à longueur de journée, lui minait le moral. En ces temps de crise économique, les fonctionnaires n'avaient pas la cote. On l'envoya suivre des cours de management qui ne le satisfaisaient pas. Loin de Metz, où une quatrième école de l'Insee avait pourtant été programmée. En plus de Malakoff, Rennes et de Libourne. Quatre, c'était au moins une de trop. La Cour des comptes, qui s'en était aperçue, demandait un peu plus de synergie à l'Insee pour ses établissements d'enseignement.

Pour en savoir plus...

le site Internet

Sauvons la statistique publique ! :
<http://sauvonslstatistiquepublique.org/index.php>



Source : Agreste-Primaire

750 postes Postes du Service statistique public transférés ou créés à Metz (en équivalent temps plein, sauf indication contraire)			
	Effectifs totaux	Catégorie A	Catégories B et C
Statistiques sociales et locales	235	45	190
Produits de diffusion	66	10	56
Ressources humaines	55	18	37
Informatique	142	34	108
Encadrement de l'étab. de Metz	5		
Postes transférés	503	112	391
Centre d'enquêtes téléphoniques ¹	70	2	68
Centre de formation aux statistiques européennes ¹	45	40	5
Logistique de l'établissement	5	0	5
Postes transférés ou créés	623	154	469
Transferts éventuels de postes ministériels en adhérence avec le centre statistique	120		
Potentiel des postes transférés ou créés à Metz	743		
1. Emplois à temps partiel.			

Source : Rapport au Premier ministre sur la création d'un centre statistique à Metz

> Fermeture des directions régionales

La première direction régionale de l'Insee ferma. À Limoges, une des plus petites avec un personnel âgé. Les départs en retraite n'avaient pu être remplacés. Les rares créations de postes de l'Insee étaient réservées à Metz. Pour des jeunes fonctionnaires qui y trouvaient leur premier emploi. On ferait l'impasse sur la conjoncture économique limousine. Mais le recensement annuel de la population devait continuer. Une opération nationale, que l'on devait piloter dans les vingt-deux régions et non pas à distance. Comment y remédier ? Dans les autres directions régionales, les personnels renâclaient. Pourquoi auraient-ils assumé une décision qu'ils avaient combattue ? On lui demanda d'y réfléchir. Une semaine sur quatre en Haute-Vienne, en Creuse ou en Corrèze. Encore une chance que la région ne comptât que trois départements. Il fallait bien coordonner le recensement sur le

terrain. Garder le contact avec les mairies. Sans obligation, mais avec les remerciements de la direction, il accepta. Metz-Limoges : huit heures de train pour l'aller. Autant pour le retour. La qualité de vie en avait pris un coup.

N'est pas enquêteur qui veut

Les ennuis avec les enquêteurs, il les avait vus venir. Créer un pôle d'enquêtes par téléphone n'avait pas été une bonne idée. Dans l'esprit des rapporteurs, elle s'était imposée aussi simplement que la délocalisation des plates-formes d'appel du privé à Dakar ou Bombay. Tout débuta avec des difficultés pour joindre l'échantillon qui suivait l'emploi des Français. Trop de non-réponses, avaient traduit les spécialistes des sondages. Obligation de retourner sur le terrain pour éviter un biais. Ce qui signifiait en passer par le réseau traditionnel des enquêteurs de l'Insee. Aucun n'avait accepté de s'installer en Lorraine. Préférant

garder leurs seules enquêtes sur le terrain, au sein de leur direction régionale. Il était malvenu de faire appel à eux. L'Insee réfléchissait à une solution de remplacement. En attendant, la publication des résultats de l'enquête Emploi était reportée. Comme en 2007. Ne lui parlez surtout pas de la synergie des enquêtes. Il ne savait plus vraiment ce qu'il était venu faire à Metz. Si vous le croisez, essayez de lui expliquer.

SSP - Bureau délocalisé à Metz